

# Memorial

des

# MEMORIAL

DU

## Großherzogthums Luxemburg.

## GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.



Dinstag, 21. August 1877.

N<sup>o</sup> 43.

MARDI, 21 août 1877.

Gesetz vom 13. August 1877, wodurch die zwischen dem Großherzogl. Staate und der Stadt Luxemburg abgeschlossene Uebereinkunft über die Bestimmung verschiedener von dem vormaligen Festungs-Eigenthume herrührenden Güter genehmigt wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, 2c., 2c., 2c.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 26. Juli und derjenigen des Staatsrathes vom 3. d. Mts. August, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Haben verordnet und verordnen:

**Einziger Artikel.** Die am 7. Juli 1877 zwischen dem Großherzogl. Staate und der Stadt Luxemburg abgeschlossene und gegenwärtigem Gesetze beigelegte Uebereinkunft über die Bestimmung der darin bezeichneten und von dem vormaligen Festungs-Eigenthume herrührenden Güter, ist genehmigt.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Soestdijk, den 13. August 1877.

Für den König-Großherzog:

Deffen Statthalter

Der General-Director

der Justiz,

Paul Eyschen.

im Großherzogthum,

Seinrich,

Prinz der Niederlande.

*Loi du 13 août 1877, portant approbation de la convention conclue entre l'Etat du Grand-Duché et la ville de Luxembourg au sujet de l'affectation des différents biens provenant du domaine de la ci-devant forteresse.*

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 26 juillet dernier et celle du Conseil d'Etat du 3 août courant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Article unique.** Est approuvée la convention conclue entre l'Etat du Grand-Duché et la ville de Luxembourg, sous la date du 7 juillet 1877, au sujet de l'affectation des biens y désignés, provenant du domaine de la ci-devant forteresse, laquelle convention est annexée à la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Soestdijk, le 13 août 1877.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

Le Directeur général dans le Grand-Duché,

de la justice,

PAUL EYSCHEN.

HENRI,

PRINCE DES PAYS-BAS.

### CONVENTION.

Entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par MM. Victor de Rœbé, Directeur général des finances, et Paul Eyschen, Directeur général de la justice, d'une part,  
et la Ville de Luxembourg, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, d'autre part,

Est intervenue la convention ci-après :

#### Art. 1<sup>er</sup>.

La Ville de Luxembourg fera commencer incessamment la démolition du bâtiment dit « Wagenhaus », ainsi que de la maison du gardien y attenante, pour la terminer dans le courant de l'année 1878. Les terrains dépendant de ces immeubles serviront, avec ceux provenant de la démolition de la caserne Marie-Thérèse, à élargir et à régulariser la rue Marie-Thérèse, ainsi que la continuation de cette rue et de la rue St-Philippe vers les boulevards.

Le restant des terrains sera vendu par les soins et à la diligence du Gouvernement grand-ducal, suivant un plan et un cahier des charges à arrêter de commun accord. Le prix provenant de ces ventes sera partagé entre parties, proportionnellement à la surface vendue par chacune d'elles.

Les frais d'établissement de la continuation de la rue de St-Philippe vers les boulevards seront à charge de l'État, ceux de la partie de la rue Marie-Thérèse se trouvant entre la rue St-Philippe et le grand boulevard, seront à charge des deux parties.

Les nouveaux quartiers à établir sur ces emplacements jouiront, quant aux conduites d'eau et de gaz, des mêmes avantages communaux que les autres parties de la ville.

#### Art. 2.

Conformément au principe de la convention entre l'État et la Ville du 30 janvier 1875 (art. 2), d'après laquelle la Ville assume l'entretien de toutes les voies autres que des routes de l'État, ce dernier conservera et respectivement obtiendra la propriété et l'entretien des voies de communication suivantes :

- 1° le boulevard Louis-Beck ;
  - 2° l'avenue Rheinsheim ;
  - 3° l'avenue Monterey,
- ces trois routes jusqu'au point de rencontre avec le boulevard principal ;
- 4° l'avenue de l'arsenal jusqu'à la grand'rue ;
  - 5° l'avenue de la Porte-Neuve ;
  - 6° la nouvelle route d'Eich avec la rue du Casino.

La Ville aura la propriété et l'entretien de toutes les autres voies, dont l'énumération a lieu ci-dessous pour mémoire :

- 1° la voie de ceinture ;
- 2° le grand boulevard ;
- 3° la rue Aldringer avec ses divers prolongements ;
- 4° l'avenue Pescatore, en tant qu'elle ne fait pas partie de la Fondation ;
- 5° l'avenue Marie ;

- 6° la rue Chimay prolongée au boulevard Beck ;
- 7° la rue Marie-Thérèse prolongée ;
- 8° la rue St-Philippe prolongée ;
- 9° descente de Pfaffenthal, depuis la 1<sup>re</sup> poterne jusqu'au Neuenweg ;
- 10° sentier conduisant de la porte d'Eich au Pfaffenthal, dans la rue dite «Sichengasse» ;
- 11° la rue longeant la féculerie Mansfeld ;
- 12° sentier dit «Sternchen», depuis le Neuenweg au Grund, le long des prisons jusqu'à l'ancienne porte de Trèves ;
- 13° passage de la porte de Trèves, entre cette dernière porte et l'ancienne route de Trèves ;
- 14° rue conduisant aux casernes du Rham, dite «Rhamberg» ;
- 15° autre rue dans la même direction ;
- 16° sentier depuis la maison Krau au Grund jusqu'au Bisserweg ;
- 17° descente du Grund dite «Breideweg», du corps de garde au jardin Strock ;
- 18° descente du Grund dite «ancien Berlinerweg» ;
- 19° rues longeant les casernes du St-Esprit, depuis le viaduc jusqu'à la maison Schreiner.

Art. 3.

La Ville de Luxembourg se charge de la surveillance et de l'entretien des diverses promenades que l'Etat a créées et pourra encore être amené à créer sur le plateau et autour de la ville-haute, tant que ces promenades seront livrées à la jouissance du public.

Art. 4.

La Ville se charge de l'établissement, au fur et à mesure des besoins, et en tout cas dès qu'il y aura une agglomération de 20 maisons habitées, de la conduite d'eau et de l'éclairage sur toutes les voies, y compris les grandes routes dans les nouveaux quartiers que l'Etat pourra être amené à créer sur les terrains situés au-delà du Parc et du Viaduc, jusqu'aux limites du territoire de la ville. Par contre, l'Etat doit y établir, à ses frais exclusifs, toutes les voies de communication.

Art. 5.

L'Etat cède à la Ville, sous les conditions ci-dessous énumérées, les immeubles suivants :

- 1° la place du Théâtre, telle qu'elle est limitée sur le plan annexé à la présente convention, N° 1, ligne ABCDEF.

Elle ne pourra avoir d'autre destination que celle d'une place publique.

L'appropriation de la place et des rues adjacentes aura lieu dans le délai d'un an et conformément au même plan.

- 2° Le bastion Berlaymont avec ses dépendances. Le bâtiment qui s'y trouve actuellement pourra être démoli. Une place à bâtir pourra être vendue au coin sud-ouest du bastion. Ce dernier sera aménagé dans un délai de deux ans comme promenade publique, conformément au plan N° 2 annexé à la présente convention.

Il pourra y être établi un café ou restaurant, sans que le public puisse être privé de la promenade.

- 3° Une partie de la cour, côté Nord de la caserne de Vauban, dans la ville-basse du Pfaffen-

thal, tel que ce terrain est limité par un liseré lilas, sur le plan N° 3 annexé à la présente convention.

Le terrain sera converti dans un délai d'un an, par les soins et aux frais de la Ville, en place publique, et ne pourra recevoir d'autre destination.

Il sera construit sur la ligne AB du plan un mur de séparation de 2<sup>m</sup>60 au-dessus du sol et couvert de tablettes en pierre de taille.

Le long de ce mur et sur le terrain réservé à l'État, il sera établi un revers pavé de 1 mètre de largeur pour l'écoulement des eaux.

Le mur de clôture AC longeant la rue de Vauban sera abaissé de 0<sup>m</sup>60, recouvert de tablettes en pierre de taille et muni d'un grillage en fonte de fer de 2 mètres de hauteur. Dans ce mur sera pratiquée une porte cochère en fer à double battant, de 3<sup>m</sup>50 d'ouverture, le tout aux frais de la ville et suivant les plans qu'elle soumettra à l'approbation du Gouvernement.

La Ville abandonne à l'État tous les droits qu'elle peut avoir sur le petit bâtiment DFGE, qui sert actuellement de magasin des pompes à incendie.

4° Le terrain domanial « Breden Wüds » au Pfaffenthal, à la sortie de la porte d'Eich. L'État se réserve une bande de ce terrain pour l'élargissement de la route.

5° Le terrain domanial sur la rive droite de l'Alzette au Grund, entre l'écluse et la route dite « Bisserweg ».

6° Le terrain contigu au laboratoire Camus.

7° La parcelle du plateau d'Altmünster, dont la Ville aura besoin pour y asseoir le bassin de la conduite d'eau devant servir à l'alimentation du faubourg de Clausen et de la ville-basse du Grund. (Voir lettre au Collège des bourgmestre et échevins du 23 juin 1876.)

#### Art. VI.

En échange de la place occupée en ce moment par le bureau d'octroi de la gare, l'État mettra à la disposition de la ville un nouvel emplacement à la sortie du Viaduc et à droite, pour y transférer le dit bureau.

La présente convention, qui reste subordonnée à l'approbation de la législature, a été arrêtée et signée à Luxembourg le 7 juillet 1877.

Pour l'Etat :

*Le Directeur général des finances,*

V. DE ROEBE.

*Le Directeur général de la justice,*

Paul EYSCHEN.

Pour la Ville :

*Le Collège des Bourgmestre et Échevins,*

L.-J.-E. SERVAIS, président.

WEYER, secrétaire.

**Beschluß die Eröffnung der Jagd betreffend.**

Der General-Director des Innern;

Nach Einsicht der Art. 3 und 9 des Gesetzes vom 7. Juli 1845 über die Jagd;

Auf den Bericht des Wasser- und Forst-Insppektors;

Beschließt:

**Art. 1.** Die Jagd ist von Samstag, 1. September einschließlich an, eröffnet.

**Art. 2.** Wenn der Schnee erlaubt die Spur des Wildes, es sei auch nur auf einem Theile des Bodens einer Gemeinde, zu verfolgen, so ist die Jagd untersagt.

Jedoch ist die Ausübung der Jagd, sogar bei Schneewetter, in den Wäldungen, in den Morästen und die Flüsse entlang vorläufig erlaubt.

**Art. 3.** Die Bestimmungen voranstehenden Art. 2 verhindern die Regierung keineswegs von dem ihr gemäß Art. 9 des erwähnten Gesetzes zuständigen Rechte, die Jagd bei Schneewetter gänzlich zu schließen, Gebrauch zu machen.

**Art. 4.** Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt und außerdem in den Städten und Gemeinden des Landes bekannt gemacht und angeschlagen werden.

Luxemburg den 16. August 1877.

Der General-Director des Innern,  
N. Salentiny.

**Beschluß, die Prüfung der Maße und Gewichte während 1877 betreffend.**

Der General-Director der Finanzen;

Beschließt:

**Art. 1.** Die Prüfung der Maße und Gewichte wird, während des laufenden Jahres, an den Tagen, in den Ortschaften und für die Gemeinden, welche in nachstehender Tabelle angegeben sind, stattfinden.

**Art. 2.** In den Ortschaften, wo der Richter sich zur Verrichtung seines Geschäftes

**Arrêté relatif à l'ouverture de la chasse.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Vu les art. 3 et 9 de la loi du 7 juillet 1845 sur la chasse;

Vu le rapport de M. l'inspecteur des eaux et forêts;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La chasse est ouverte à partir de Samedi, 1<sup>er</sup> septembre prochain inclusivement.

**Art. 2.** La chasse est interdite lorsque la neige permet de suivre le gibier à la piste, même sur une partie seulement du sol d'une commune.

Toutefois il est permis provisoirement d'exercer la chasse, même en temps de neige, dans les bois, dans les marais et le long des rivières.

**Art. 3.** Les dispositions de l'art. 2 ci-dessus ne préjudicient en rien au droit réservé au Gouvernement par l'art. 9 de la dite loi, d'interdire complètement la chasse en temps de neige.

**Art. 4.** Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*; il sera en outre publié et affiché dans les villes et communes du pays.

Luxembourg, le 14 août 1877.

Le Directeur général de l'intérieur,  
N. SALENTINY.

**Arrêté relatif à la vérification des poids et mesures pendant l'année 1877.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La vérification des poids et mesures aura lieu pendant l'année courante aux jours, dans les localités et pour les communes indiqués dans le tableau qui fait suite au présent arrêté.

**Art. 2.** Dans les localités où le vérificateur des poids et mesures s'arrêtera pour ses opé-

auffällt, werden ihm die Gemeinde-Verwaltungen ein geeignetes Local anweisen.

**Art. 3.** Die Verwaltungen der in der letzten Spalte der Tabelle bezeichneten Gemeinden werden dem Richter bei Zeit eine doppelte Liste derjenigen Personen einhändigen, welche im Falle sind ihre Maße und Gewichte der Prüfung zu unterwerfen, und diese Personen wenigstens vierundzwanzig Stunden vorher von den ihnen dieserhalb obliegenden Pflichten in Kenntnis setzen.

**Art. 4.** Nach Beendigung des Geschäftes wird der Richter ein Exemplar dieser Liste mit seinen Bemerkungen dem Bürgermeister zurück-schicken. Geht daraus hervor, daß einzelne ihrer Schuldigkeit nicht nachgekommen sind, so wird der Bürgermeister sie schriftlich daran erinnern, mit der Aufforderung, ihre Maße und Gewichte unverzüglich in der Wohnung des Richters vorzulegen, damit daselbst die gesetzlich vorgeschriebene Operation vorgenommen werde.

Das andere Exemplar wird dem Steuer-Director zugestellt.

**Art. 5.** Zur Stempelung der geprüften und gültig befundenen Maße und Gewichte wird der Richter den Buchstaben I gebrauchen.

**Art. 6.** Die beteiligten Personen werden hierdurch benachrichtigt, daß sie sich, in Ermangelung die Prüfung und Stempelung ihrer Maße und Gewichte erneuern zu lassen, den durch das Gesetz vom 6. März 1818 (Kgl. Beschluß vom 30. März 1827) ausgesprochenen Strafen aussetzen.

**Art. 7.** Gegenwärtiger Beschluß, welcher in's „Memorial“ einzurücken und in den betreffenden Gemeinden anzuschlagen ist, soll von den Beamten und Angestellten, sowie von allen denjenigen die es betrifft, ausgeführt werden.

Luxemburg den 18. August 1877.

Der General-Director der Finanzen,  
B. v. Röbe.

rations, les administrations communales lui assigneront un local approprié.

**Art. 3.** Les administrations des communes désignées dans la dernière colonne du tableau feront remettre en temps utile au vérificateur une liste en double, indiquant les personnes qui sont dans le cas de faire vérifier leurs poids et mesures, et préviendront ces personnes au moins vingt-quatre heures d'avance des obligations qui leur incombent sous ce rapport.

**Art. 4.** L'opération terminée, le vérificateur renverra au bourgmestre un exemplaire de la liste émargée de ses observations. S'il y a des retardataires, le bourgmestre les rappellera par écrit à leurs devoirs, avec invitation de faire présenter sans retard leurs poids et mesures au domicile du vérificateur pour y subir l'opération voulue par la loi.

L'autre exemplaire de la liste est remis au directeur des contributions.

**Art. 5.** Pour le poinçonnage des poids et mesures vérifiés et trouvés exacts, le vérificateur emploiera la lettre I.

**Art. 6.** Les personnes intéressées sont rendues attentives qu'à défaut de faire renouveler la vérification et le poinçonnage de leurs poids et mesures, elles encourront les peines statuées par la loi du 9 mars 1818 (arrêté royal du 30 mars 1827).

**Art. 7.** Le présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial* et affiché dans les communes intéressées, sera exécuté par les fonctionnaires et employés, ainsi que par toutes autres personnes que la chose concerne.

Luxembourg, le 18 août 1877.

Le Directeur général des finances,  
V. DE ROEBÉ.

### Reiseplan des Richtmeisters.

Ortschaften wo die Prüfung stattfindet.	Ankunft und Aufenthalt des Richtmeisters in diesen Ortschaften.	Bezeichnung der Gemeinden, deren Einwohner, sofern sie Maße und Gewichte gebrauchen, sich in die in der ersten Spalte genannten Ortschaften zu begeben haben.
Luxemburg.	27., 28., 29., 30., 31. August und 1. September von 9 bis 4 Uhr.	Die Stadt Luxemburg, ihre Vorstädte und Zu- gehörungen.
id.	30. August, von 9 bis 4 Uhr Abends.	Kopstal, Kehlen, Eich, Mamer, Kollingergrund und Walferdingen.
id.	31. August, von 9 bis 4 Uhr Abends.	Contern, Hamm, Hesperingen, Sandweiler und Schüttringen.
id.	1. September, von 9 bis 4 Uhr.	Bartringen, Straßen, Steinsel, Hollerich und Leubelingen.
Wispelt (bei Hrn. Aulner).	6. September, von 10 bis 2 Uhr.	Trifflingen, Dalheim, Weiler zum Thurm und Mondorf.
Bettemburg.	8. September, von 8 bis 12 Uhr.	Bettemburg, Röser, Dülbelingen, die Sektionen Hellingen, Kayl und Steinbrücken.
Eich a. d. Alzette.	10. September, von 8 bis 4 Uhr.	Eich a. d. Alzette, Monnerich, Redingen und Kayl (insofern beide letztere Gemeinden nicht vorziehen, nach Bettemburg zu gehen).
Steinfort.	11. September, von 10 bis 3 Uhr.	Steinfort, Hobscheid, Simmern und Rörich.
Petingen.	12. September, von 10 bis 4 Uhr.	Niederferschen, Klüngig, Differdingen, Sanem, Dippach, Garnich u. Petingen.
Nemich.	17. September, Nachmittags bis 5 Uhr.	Nemich (die Hälfte der Stadt), Lenningen, Bous und Stadtbredimus.
id.	18. September, von 8 bis 11 Uhr.	Nemich (Fortsetzung), Bürmeringen, Kemerschen, Waldbredimus und Wellenstein.
Grevenmacher.	20. September, Nachmittags bis 5 Uhr.	Grevenmacher (die Hälfte der Stadt), Wiver und Mertert.
id.	21. September, von 8 bis 11 Uhr.	Grevenmacher (Fortsetzung), Wormeldingen und Manternach.
Roodt (bei Hrn. Huberty).	21. September, von 4 Uhr Nachmittags bis 7 Uhr.	Niederanven, Rodenburg, Klarweiler, Beldorf und Junglinster.
Echternach.	24. September, von 2 bis 5 Uhr.	Echternach (die Hälfte der Stadt), Beaufort, Bach und Verdorf.
id.	25. September, von 9 bis 12 Uhr.	Echternach (Fortsetzung), Consdorf, Mompach und Rosport.

NB. Die Prüfung der Maße und Gewichte zu Luxemburg wird im Congregations-Gebäude stattfinden. Die Maße und Gewichte, welche sich in den Stationen und Niederlagen der Eisenbahnen befinden, werden an Ort und Stelle geprüft.



Marktpreise. — 2. Hälfte des Monats Juli 1877.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luxem- burg.	Die- kirch.	Wils.	Ettel- brück.	Echter- nach.	Nemich	Mersch.	Greven- macher.	Esch- a. d. A.
Weizen . . . .	Hectoliter	26 21	29 00	"	26 00	27 37	24 75	"	"	27 50
Mischelfrucht . .	—	22 28	26 50	"	23 00	26 11	23 25	"	"	24 00
Roggen . . . .	—	19 00	22 50	18 50	21 00	"	"	"	"	"
Gerste . . . .	—	"	16 50	"	"	"	"	"	"	"
Spelz . . . .	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heidekorn . . . .	—	"	18 00	"	"	"	"	"	"	"
Hafer . . . .	—	10 62	9 00	8 66	"	8 98	9 25	"	"	10 50
Erbsen . . . .	—	"	25 00	"	"	"	"	"	"	"
Bohnen . . . .	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Linsen . . . .	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln . . . .	—	7 50	"	7 50	"	"	7 50	"	7 50	5 50
Weizen-Mehl . . .	Kilogr.	0 55	0 55	0 55	0 50	0 55	0 52	"	0 56	0 50
Mischel-Mehl . . .	—	0 45	0 44	0 45	0 40	0 45	0 46	"	0 46	0 45
Roggen-Mehl . . .	—	0 35	"	0 37	0 30	"	"	"	"	"
Geschälte Gerste . .	—	0 80	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter . . . .	—	2 50	2 50	2 36	2 50	2 70	2 70	2 50	2 70	2 70
Eier . . . .	Duzend.	0 80	0 70	0 65	0 70	0 80	0 80	0 60	0 80	0 90
Heu . . . .	100-Kilo.	8 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Stroh . . . .	—	7 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Buchenholz . . . .	Stere.	14 00	"	"	"	"	16 00	"	"	"
Eichenholz . . . .	—	12 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Weichholz . . . .	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dachfleisch . . . .	Kilogr.	1 90	1 60	1 50	1 30	1 50	"	1 70	1 70	1 60
Ruh- od. Rindfleisch	—	1 70	1 50	1 40	1 15	1 42	1 50	1 60	1 50	1 50
Kalb- und Schweinefleisch	—	1 70	1 30	1 30	1 20	1 47	1 40	1 40	1 40	1 50
Lammfleisch . . . .	—	1 80	2 00	1 90	"	1 60	1 80	"	2 00	1 80
Schweinefleisch . .	—	2 00	"	"	"	"	"	"	2 00	2 00